

Communiqué du SNUipp-FSU

Dérégulation de l'école en guise d'annonce marseillaise

En déplacement à Marseille, le Président de la république s'est livré à une véritable provocation en reprenant à son compte les refrains libéraux de transformation de l'école primaire.

Loin du nécessaire plan d'investissement attendu dans le bâti pour la rénovation d'écoles marseillaises délabrées, Emmanuel Macron entend donc dénaturer profondément le fonctionnement actuel de l'école publique. Ainsi les enseignantes et enseignants des quartiers difficiles de Marseille ne seraient pas « motivés » et devraient être « recrutés » par les directeurs d'école !

Au prétexte de traiter les difficultés de l'école à faire réussir les élèves issus des familles populaires, l'annonce de cette expérimentation sur 50 écoles marseillaises comme dans « plusieurs autres quartiers de la République » et sa généralisation possible à terme remettent sur le devant de la scène la question du statut hiérarchique de la direction d'école.

Loin de traiter des questions de fond comme le bâti scolaire, les conditions de travail, les moyens de fonctionnement ou encore l'attractivité des postes, le Président de la République se cantonne, sous couvert d'expérimentation, à une mesure explosive et largement rejetée par la profession comme l'a montré à nouveau l'enquête ministérielle réalisée en décembre 2019.

Les écoles ont besoin, à Marseille comme ailleurs, d'effectifs réduits dans toutes les classes, de personnels spécialisés de Rased et d'équipes pluri-professionnelles renforcées ainsi que d'une formation de qualité à la hauteur des besoins.

Le fonctionnement de l'école a besoin de directrices et directeurs dont les tâches sont allégées et recentrées sur l'animation et la coordination de l'équipe pédagogique, d'aide administrative et de temps de décharge suffisant.

Cette annonce présidentielle opportuniste lance de la plus mauvaise des façons le débat sur l'école dans la campagne présidentielle. Elle coïncide également avec le second passage au parlement programmé en septembre de la proposition de loi Rilhac, téléguidée par le ministère et largement rejetée par la profession enseignante.

Le SNUipp-FSU mobilisera les personnels pour mettre en échec ce projet qui dérégulerait le fonctionnement actuel de l'école. La grève du 23 septembre en sera une occasion et permettra également de poser la nécessité d'un tout autre projet pour l'école.

Paris, le 3 septembre 2021

Communiqué de la FSU

Après les annonces sur les écoles, déception et colère en même temps chez les enseignants !

Alors que les enseignants et les familles attendaient avec espoir des moyens substantiels pour la rénovation des écoles délabrées de Marseille, le Président de la République répond en faisant des élèves marseillais des cobayes pour le laboratoire de la déréglementation de l'éducation nationale. La FSU13 refuse que l'état des écoles de Marseille soit le prétexte à de nouvelles dégradation du service public d'éducation.

Pas de « plan » pour les écoles

E. Macron s'est refusé à annoncer un plan de financement de la rénovation au motif que ce n'est pas de la compétence de l'État, tout en laissant miroiter des moyens de façon confuse, à rebours de l'exigence des personnels et des parents de moyens chiffrés, et d'une programmation concertée. Pire il laisse entendre que la situation marseillaise est de la responsabilité des personnels municipaux ! La FSU connaît les difficultés liées à la gestion des personnels de la ville de Marseille et au clientélisme, mais on ne voit pas le rapport en l'occurrence avec l'état du bâti des écoles, leur insalubrité et leur délabrement.

Pour la FSU l'État doit donner les moyens de financer la rénovation des 174 écoles délabrées, et aider à la construction de la dizaine d'écoles manquantes dans le centre-ville.

Recrutement des personnels par les directeurs : où est le rapport ?

Autre responsabilité pointée par le Président, celle des enseignants qui seraient absents des écoles difficiles. Pour la FSU ces propos sont insultants, ce sont les mêmes enseignants qui pendant les périodes de confinement organisent des collectes alimentaires pour les élèves dans le besoin, se présentent en surnombre pour accueillir les enfants de soignants, et se démènent au quotidien pour faire réussir leurs élèves dans des conditions scandaleusement dégradées, non loin des trafiquants de drogue et de la violence !

Il annonce des écoles laboratoires dans lesquelles les enseignants seraient recrutés par les directeurs. Dans une ville gangrénée par le clientélisme, créer du recrutement local est quand même une drôle de solution. Au-delà, cela correspond à une volonté politique présente depuis le début du quinquennat, qui tend à donner aux directeurs une autorité hiérarchique sur leurs collègues, à rebours de ce que demandent les enseignants, qui se sont mobilisés à plusieurs reprises à ce sujet.

Saupoudrage dans le second degré

Alors que depuis des années l'académie d'Aix Marseille perd des postes de professeurs

de collèges et de lycées alors même que le nombre d'élèves augmente, alors que le taux d'encadrement moyen est inférieur aux académies comparables (26 en collège à Aix Marseille contre 24 en région parisienne), que les collèges et les lycées sont en nombre insuffisants, notamment dans les quartiers les plus populaires de la ville, le Président met l'accent sur des structures telles que les micro collèges ou lycées, qui ne concernent par définition qu'un tout petit nombre d'élèves. Notre académie, les Bouches du Rhône et Marseille ont besoin d'un plan de rattrapage des postes pour améliorer le taux d'encadrement, diminuer le nombre d'élèves par classe

Au-delà, nous dénonçons avec force l'instrumentalisation de la situation marseillaise pour imposer des orientations en matière de politique éducative qui font éclater les cadres communs, cherchent à mettre les personnels en concurrence les uns avec les autres. Ces annonces font figure de premier discours programmatique à moins d'un an de la présidentielle.

La FSU pèsera de tout son poids pour empêcher ces annonces de se concrétiser à Marseille comme ailleurs, et continuera de demander des moyens pour garantir à tous les élèves un même droit à l'éducation, et pour améliorer la rémunération et les conditions de travail des enseignants.

Elle appelle les responsables politiques à ne pas s'égarer dans des expériences douteuses et à se concentrer sur les vraies urgences, à commencer par la rénovation des écoles.

Paris, le 3 septembre 2021